

# **PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL**

## **du 18 novembre 2015**

**Salle d'honneur de la Mairie à 20H00**

La convocation du Conseil Municipal a été établie le 13 novembre 2015.

Présents : Le maire, Alain LORIGUET, M. BARTHOD, M. BLUTEAU, Mme BONET, M. COUVAL, Mme GAUTHIER, Mme GUIBRET, M. HEQUETTE, Mme JEANNERET, Mme MORGADINHO, Mme MOUGNARD, Mme PETITOT, M. THIBERT, M. TROUTIER, Mme TRUCHETET, M. VALZER, M. VERNIER

Absents excusés : Mme ADAM-NORMAND (pouvoir à M. LORIGUET)  
M. VERNIER, après 20h30, (pouvoir à M. HEQUETTE)  
M. ALLAIN (pouvoir à Mme JEANNERET)  
M. VERNEREY (pouvoir à Mme PETITOT)

Absents : Mme HACQUARD-COLNOT  
Mme GIGNET

Mme GUIBRET, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir les fonctions de Secrétaire de séance.

### **Domaines des Affaires Générales**

#### **15-75 Schéma Départemental de Coopération Intercommunale**

#### **Domaine des finances**

**15-76 Aménagement d'un accueil de petite enfance – adoption d'une convention portant modification de la participation des communes à l'investissement**

**15-77 Budget communal - décision modificative n°4**

**15-78 Contribution au titre des eaux pluviales**

**15-79 Budget assainissement – Décision modificative n°1**

#### **Domaine de l'urbanisme, travaux, environnement**

**15-80 Opération de restauration des hangars de l'aérodrome - Approbation de l'étude de faisabilité**

**15-81 Maîtrise d'œuvre relative à la restauration des hangars de l'aérodrome - Mise en place d'une Commission ad hoc**

**15-82 Acquisition foncière : 5 logements et 5 garages dans une copropriété située 24, rue de Besançon**

**15-83 Assiette, dévolution et destination des coupes de l'exercice 2015-2016**

**15-84 Affouage sur pied – campagne 2015-2016**

**15-85 Délivrance des concessions de caveaux**

**15-86 Annule et remplace - Projet Marpa : acquisition de parcelle**

### **Domaines des Affaires Générales :**

## 15-75 Schéma Départemental de Coopération Intercommunale

L'article L5210-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, prévoit qu'il est établi dans chaque département un schéma de coopération intercommunale.

Selon cet article, ce schéma doit prévoir « *une couverture intégrale du territoire par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et la suppression des enclaves et discontinuités territoriales* ».

Le projet de schéma pour le Doubs, dont l'élaboration est placée sous l'autorité du Préfet, a été présenté à la Commission Départementale de Coopération Intercommunale (CDCI) le 14 octobre 2015, instance composée de représentants d'élus des Communes, des EPCI à fiscalité propre, des syndicats, du conseil départemental et du conseil régional.

Considérant que la proposition de schéma doit être soumise à la concertation des collectivités concernées, Monsieur le maire invite le conseil municipal à formuler un avis.

Les délibérations prises seront transmises à la CDCI pour examen et alimenteront le processus de coproduction de ce schéma. En effet, cette commission dispose d'un délai de 3 mois pour formuler ses propositions à la majorité des 2/3 de ses membres.

Le préfet arrêtera le schéma au plus tard le 31 mars 2016.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à 19 voix pour et 2 abstentions, formule un avis favorable sur cette proposition de schéma départemental de coopération intercommunale.

### **Domaine des finances**

## 15-76 Aménagement d'un accueil de petite enfance – adoption d'une convention portant modification de la participation des communes à l'investissement

Monsieur le maire rappelle au conseil municipal la délibération n° 11-63 du 16 septembre 2011 votée à l'unanimité, portant transfert de compétence au profit du Syndicat d'Etude de l'Est Bisontin (SEEB), pour la réalisation et la gestion d'une crèche, située sur la zone Besançon-Thise-Chalezeule.

La clôture des travaux d'aménagement de cet équipement fait apparaître un reliquat de 35 912,53 €, faisant ainsi passer la participation des communes membres du SEEB de 313 032.50 € à 348 945.03 €.

Par voie conventionnelle, le SEEB propose donc aux communes une régularisation de leur participation à ce projet. La répartition proposée s'appuie sur la population INSEE des communes au 1 janvier 2015 et fait état d'un reliquat de 9 507.15 € pour la commune de THISE.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents, le conseil municipal :

- approuve les termes de cette convention ;
- s'engage de payer la somme de 9507.15 € au titre du solde de sa participation.

## 15-77 Budget communal - décision modificative n°4

Monsieur le Maire propose l'ouverture des crédits suivants :

### **Cimetière :**

Article budgétaire	Dépenses	
	Majoration	Minoration
Opération 41 Cimetière – 2135 instal. gén. agenc. aména. cons	+ 2 000 €	
Opération 50 : Maison Chevalier – 2315 im-mo. en cours. inst. techn.		- 2 000 €

**Dépôt du logo communal à l'INPI :**

Article budgétaire	Dépenses	
	Majoration	Minoration
Opération 18 Mairie – 2051 concessions et droits similaires	+ 135 €	
Opération 50 : Maison Chevalier – 2315 im-mo. en cours. inst. techn.		- 135 €

**Achat de l'Unimog (carte grise) :**

Article budgétaire	Dépenses	
	Majoration	Minoration
Opération 15 matériel de voirie et de ménage Mairie – 21571 Matériel roulant	+ 110 €	
Opération 50 : Maison Chevalier – 2315 im-mo. en cours. inst. techn.		- 110 €

**Régularisations budgétaires (budget principal) :**

Article budgétaire	Dépenses	
	Dépenses	recettes
DI 13148 subventions autres communes	+ 2 000€	
RI 13241 subventions communes membres du GFP		+ 2 000 €
DI (section 040) 13918 subventions d'équipements	+ 2 €	
RF (chapitre d'ordre 042) 777 Quote-part des subventions d'investissement transférée au compte de résultat		+ 2 €
DF 023 virement à la section d'investissement	+ 2 €	
RI 021 virement à la section de fonctionnement		+ 2 €

**Eaux pluviales**

Article budgétaire	Dépenses	
	Majoration	Minoration
DF 6558 autres contributions obligatoires	+ 19 000 €	
DF 022 dépenses imprévues		- 19 000 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à 20 voix pour et une abstention, adopte la présente délibération.

## 15- 78 Contribution au titre des eaux pluviales

Afin d'équilibrer le budget assainissement, Monsieur le maire expose au conseil municipal qu'il est nécessaire de fixer une participation pour l'évacuation des eaux pluviales. Il s'agit d'une contribution du Budget Principal aux dépenses supportées par le Budget Annexe du Service Assainissement et ce, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Aux termes de la réglementation en vigueur, le service d'assainissement, dont le financement doit être assuré par la redevance Assainissement, ne recouvre que la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées. Le coût des mêmes opérations pour les eaux pluviales doit être imputé au Budget Principal et couvert par les ressources fiscales de celui-ci.

Pour 2015, le montant de cette contribution pour évacuation des eaux pluviales s'élève à 19 000 EUR en dépenses du Budget Principal et recettes du Budget Annexe Assainissement.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des présents, adopte la présente délibération.

## 15-79 Budget assainissement – Décision modificative n°1

Monsieur le Maire propose l'ouverture des crédits suivants :

### Paie ment SYTTEAU

Article budgétaire		
	Dépenses	Recettes
DF 618 Divers	+ 16 930 €	
DF 622 rémunération d'intermédiaires	+ 2 078 €	
RF 7063 contributions des communes (eaux pluviales)		+ 19 000€
DF chapitre d'ordre 042 – compte 6811 Dotations aux amortissements	+ 1 €	
RF 778 Produits exceptionnels		+ 9 €
RI 28156 (chapitre 040) matériel d'exploitation		+1 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des présents, adopte la présente délibération.

## Domaine de l'urbanisme, travaux, environnement

## 15-80 Opération de restauration des hangars de l'aérodrome - Approbation de l'étude de faisabilité

### Descriptif sommaire de l'opération

La commune de Thise souhaite restaurer des hangars de type « double tonneau » lui appartenant et situé sur le site de l'aérodrome. Ces hangars sont mis à disposition de l'aéroclub.

Devant l'état de dégradation avancé de la structure et de l'enveloppe des hangars classés monuments historiques, la commune de Thise a missionné plusieurs études techniques sur la tenue des bâtiments. Ces études ont conclu à la nécessité de procéder rapidement à des confortements, voire une restauration complète des hangars.

L'objectif de la commune pour ce projet est de procéder avec l'aide de financeurs à la restauration du bâtiment afin d'assurer sa pérennité et également la sécurité des personnes et matériels abrités par les hangars. La commune de Thise est unique maître d'ouvrage de ce projet.

Les travaux consisteront principalement à

- Réparer la charpente métallique, la renforcer si besoin, remplacer les anciennes réparations si nécessaire
- Repeindre la totalité de la charpente avec nettoyage à haute pression (sans ôter totalement la totalité de la peinture existante) et remise en peinture pour notamment encapsuler les peintures au plomb existantes.
- Remplacer les tôles de couverture et rétablir l'étanchéité du toit
- Remplacer les tôles et ouvertures des parois verticales, y compris sur les portes, remettre en état ou remplacement des moteurs des portes
- Désamianter le bâtiment (concerne principalement les descentes d'eau pluviale en amiante ciment)
- Créer d'un réseau d'assainissement pour récolter les eaux pluviales de la toiture
- Déposer pour les travaux de réparation les installations électriques et sanitaires, les reposer avec mise aux normes si nécessaire

### Montant prévisionnel des dépenses de l'opération HT

L'estimation du montant total de l'opération d'aménagement est de **1 475 000 € HT**, répartis comme suit :

Montant prévisionnel des travaux	1 163 000 € HT
Montant prévisionnel du marché de maîtrise d'œuvre	175 000 € HT
Montant prévisionnel des autres prestations intellectuelles	79 000 € HT
Montant prévisionnel des frais annexes	58 000 € HT
<b>Total</b>	<b>1 475 000 € HT</b>

Les dépenses générées seront couvertes par le plan de financement suivant, validé par les différents financeurs lors de la réunion du 4 novembre 2015 organisée par les services préfectoraux :

Financier	Pourcentage	Montant
D.R.A.C.	50 %	702 244 €
Conseil Département	20 %	294 897 €
C.A.G.B.	10 %	147 449 €
<b>TOTAL</b>	<b>80 %</b>	<b>1 144 590 €</b>

Le concours de la Fondation du Patrimoine sera également sollicité pour aider la commune à couvrir le financement des 20 % restants.

### Calendrier prévisionnel de l'opération :

Sous réserve des validations des différentes étapes de l'opération, le calendrier prévisionnel est de l'ordre de 3 ans :

- |   |                                 |
|---|---------------------------------|
| - Validation étude de faisabilité           | Novembre 2015                   |
| - Validation du programme                   | Janvier 2016                    |
| - Choix du maître d'œuvre                   | Avril 2016                      |
| - Validation avant-projet définitif         | Décembre 2016                   |
| - Validation DCE                            | Avril 2017                      |
| - Obtention autorisation des travaux sur MH | Août 2017                       |
| - Choix des entreprises                     | Juillet 2017                    |
| - Début des travaux                         | Septembre 2017                  |
| - Livraison du projet                       | 4 <sup>ème</sup> trimestre 2018 |

### Mode de passation des marchés

La réalisation de cette opération implique la passation de marchés publics sous forme adaptée (MAPA) selon l'article 28-I du Code des Marchés Publics, pour les prestations suivantes :

- marché de maîtrise d'œuvre et OPC (option) ;
- marché OPC si non confié au maître d'œuvre ;
- études techniques diverses ;

- marché de contrôle technique ;
- marché de coordination SPS ;
- marchés de travaux ;
- prestations de publicité et reproduction ;
- assurance dommage-ouvrage et/ou tous risques chantier

**Sur proposition de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal ayant délibéré à 19 voix pour et 2 abstentions :**

Vu le Code des Marchés Publics,

Vu la délibération du n°14-25 du 8 avril 2014 relative aux délégations du Conseil Municipal au Maire,

- Accepte le pré-programme relatif à l'opération de restauration des hangars de l'aérodrome sur la commune de Thise, pour un coût maximum d'objectif alloué à cette opération de **1 475 000 € HT** dont 1 163 000 € HT dédiés aux travaux ;

- Acte les crédits 2015 inscrits au budget prévisionnel à hauteur de 64 800 € pour débiter l'opération ;

- Autorise Monsieur le Maire à :

- Lancer les diverses consultations nécessaires afin de donner une suite opérationnelle à ce projet (maîtrise d'œuvre, OPC, études techniques diverses, coordination SPS, travaux, frais de publicité et reproduction, assurances) ;
- Signer l'ensemble des marchés afférents, les avenants éventuels et tous les actes contractuels s'y référant, dans la limite des crédits budgétaires inscrits à cette opération ;
- S'engage à inscrire les crédits nécessaires à la réalisation de ce projet aux budgets des exercices à venir.

**15-81 Maîtrise d'œuvre relative à la restauration des hangars de l'aérodrome - Mise en place d'une Commission ad hoc**

**Contexte**

La commune de Thise souhaite restaurer des hangars de type « double tonneau » lui appartenant et situé sur le site de l'aérodrome. Ces hangars sont mis à disposition de l'aéroclub.

Devant l'état de dégradation avancé de la structure et de l'enveloppe des hangars classés monuments historiques, la commune de Thise a missionné plusieurs études techniques sur la tenue des bâtiments. Ces études ont conclu à la nécessité de procéder rapidement à des confortements, voire une restauration complète des hangars.

L'objectif de la commune pour ce projet est de procéder avec l'aide de financeurs à la restauration du bâtiment afin d'assurer sa pérennité et également la sécurité des personnes et matériels abrités par les hangars. La commune de Thise est unique maître d'ouvrage de ce projet.

Une étude de faisabilité a été approuvée par le Conseil municipal le 18 novembre 2015.

Au regard de cet état d'avancement, il est désormais nécessaire de recourir à une mission de maîtrise d'œuvre pour la conception du projet de restauration.

Le marché de maîtrise d'œuvre sera passé en procédure adaptée en vertu de l'article 28-I du Code des Marchés Publics. Cette procédure adaptée sera une procédure restreinte avec sélection de 3 équipes admises à remettre une offre. Le pouvoir adjudicateur négociera avec les 3 candidats sélectionnés.

**Le marché de maîtrise d'œuvre**

L'équipe de maîtrise d'œuvre fera preuve des compétences suivantes :

- architecture (architectes inscrits à l'Ordre ou dans un registre professionnel équivalent, Architecte du patrimoine ou architecte en chef des monuments historiques, l'un d'eux étant le mandataire de l'équipe de maîtrise d'œuvre) ;
- Bureau d'études structure ;
- Électricité ;

- Économie de la construction ;
- OPC.

Cette mission de maîtrise d'œuvre sera composée d'une tranche ferme et d'une tranche conditionnelle.

Tranche ferme : DIAG – APS – APD – PRO – DCE – ACT – VISA – DET - AOR

Tranche conditionnelle 1 : OPC

Le coût de cette mission, du fait de ces éléments, est estimé à un montant de 175 000 € HT (Tranche ferme + tranche conditionnelle 1).

La procédure de consultation et d'attribution se déroulera en plusieurs temps :

- dans un premier temps, le pouvoir adjudicateur dresse la liste des trois candidats admis à remettre une offre : elle est réalisée après avis d'une commission ad hoc qu'il convient de mettre en place par la présente délibération,
- dans un second temps, le pouvoir adjudicateur transmet aux candidats admis à remettre une offre, un dossier de consultation, le programme des travaux et l'enveloppe financière,
- les 3 candidats remettent une offre qui sera analysée par le pouvoir adjudicateur,
- le pouvoir adjudicateur engage ensuite des négociations avec les 3 candidats,
- les candidats ayant négocié remettent une nouvelle offre qui sera analysée par le pouvoir adjudicateur,
- enfin le marché est attribué par le pouvoir adjudicateur.

Aussi, il est proposé que soit constitué une Commission ad hoc de la manière suivante :

Membres à voix délibérative :

- Présidence de la Commission

Maire de Thise	Représentant du Maire
Alain Loriguet	

- Elus de la Commune de Thise se portant candidats :

Titulaires	Suppléants
Marie- Pierre PETITOT	
Claude VERNEREY	
Philippe THIBERT	

Membres à voix consultative :

- Personnalités qualifiées ; il est envisagé de désigner les personnes suivantes :

Le Directeur de l'Ingénierie et des Travaux de la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon ou son représentant
Architecte désigné par le CAUE

Le Conseil municipal, après appel à candidature et par vote à bulletin secret, désigne les membres suivants à voix délibérative de la Commission ad hoc (20 suffrages sont exprimés):

- Présidence de la Commission

Maire de Thise	Représentant du Maire
Alain Loriguet	

- Elus de la Commune de Thise se portant candidats :

Titulaires	Suppléants
Marie- Pierre PETITOT à 16 voix	Maria MORGADINHO à l'unanimité
Claude VERNEREY à 18 voix	Christian BLUTEAU à l'unanimité
Claude VALZER à 14 voix pour et une abstention	Thibaut HEQUETTE l'unanimité

Membres à voix consultative :

- Personnalités qualifiées ; il est envisagé de désigner les personnes suivantes :

Le Directeur de l'Ingénierie et des Travaux de la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon ou son représentant
--

Architecte désigné par le CAUE
--------------------------------

### **15-82 Acquisition foncière : 5 logements et 5 garages dans une copropriété située 24, rue de Besançon**

Me ZEDET, notaire à Ornans, a transmis à la commune en date du 27 octobre dernier, une déclaration d'intention d'aliéner concernant 5 logements et 5 garages propriété du Crédit Agricole (Square Habitat), situés dans une copropriété sise 24, rue de Besançon à Thise sur les parcelles cadastrées AC 188 et 290.

Par l'intermédiaire de l'Etablissement Public Foncier du Doubs, la commune a engagé une négociation avec le propriétaire pour l'acquisition des lots mis en vente et a demandé une évaluation au service des Domaines qui, en date du 5 novembre 2015, a estimé à 210.281€ la propriété mise en vente (hors honoraires et frais de notaire).

Monsieur le maire propose au conseil municipal d'acquérir à l'amiable ces logements afin de les réhabiliter pour en faire des logements sociaux communaux. Il expose à l'appui de cette proposition les obligations auxquelles la commune va devoir faire face dans un futur proche.

En effet, à ce jour, la commune compte 3.268 habitants. Sa situation proche de la ville-centre la prédispose, dans le cadre du SCOT, à une urbanisation rapide dès l'approbation de son P.L.U. Or, la loi S.R.U. impose aux communes de plus de 3.500 habitants l'obligation de disposer d'au moins 20 % de logements sociaux. L'opportunité constituée par l'acquisition, en centre bourg, de ces 5 logements permettrait une première démarche dans l'atteinte de cet objectif.

Après avoir entendu l'exposé de monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des présents (19 suffrages étant exprimés) :

- approuve l'acquisition de ces 5 logements et garages pour la somme de 210 281 € (hors honoraires et frais de notaire).
- décide de confier à Maître ACHARD, notaire de la commune, la rédaction de l'acte de vente ;
- autorise monsieur le Maire à signer l'acte et toutes pièces utiles.

Il est précisé que ne prennent pas part au vote :

- Mme Guibret, qui souhaite se retirer en raison de l'amalgame existant parfois entre Agence Foncière et Etablissement Public Foncier ;
- M. Couval, salarié au Crédit Agricole.

### **15-83 Assiette, dévolution et destination des coupes de l'exercice 2015-2016**

Vu le Code forestier et en particulier les articles L1, L141-1, L143-1, L143-2, L144-1 à L144-4 et L145-1 à L145-4.

Exposé des motifs :

Le Maire rappelle au Conseil municipal que :

- la mise en valeur et la protection de la forêt communale sont reconnues d'intérêt général. La forêt communale de THISE, d'une surface de 445 ha étant susceptible d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution, elle relève du Régime forestier ;
- cette forêt est gérée suivant un aménagement approuvé par le Conseil municipal et arrêté par le préfet en date du 2012. Conformément au plan de gestion de cet aménagement, l'agent patrimonial de l'ONF propose, chaque année, les coupes et les travaux pouvant être



réalisés pour optimiser la production de bois, conserver une forêt stable, préserver la biodiversité et les paysages ;

- la mise en œuvre du Régime forestier implique pour la commune, des responsabilités et des obligations notamment la préservation du patrimoine forestier et l'application de l'aménagement qui est un document s'imposant à tous.

En conséquence, il invite le Conseil municipal à délibérer sur l'assiette des coupes 2015-2016 puis sur la dévolution et la destination des produits issus des coupes de bois réglées, des coupes non réglées des parcelles .....et des chablis.

Considérant l'aménagement en vigueur et son programme de coupes ;

Considérant le tableau d'assiette des coupes proposé par l'ONF pour la campagne 2015-2016;

Considérant la convention d'engagement dans les ventes groupées de bois par contrats d'approvisionnement pluriannuels signée entre la commune et l'ONF.

## 1. Assiette des coupes pour l'exercice 2015-2016

Conformément au programme des coupes de l'aménagement forestier, l'agent patrimonial de l'ONF propose pour la campagne 2015-2016, l'état d'assiette des coupes annexé à la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des présents :

- Approuve l'état d'assiette des coupes 2015-2016 dans sa totalité.
- Approuve l'état d'assiette des coupes 2015-2016 en ne retenant pas les coupes suivantes :
- Motif : .....
- Autorise le Maire à signer tout document afférent.

## 2. Dévolution et destination des coupes et des produits de coupes

### 2.1 Vente aux adjudications générales :

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des présents :

- Décide de vendre aux adjudications générales les coupes et les produits de coupes des parcelles comme suit :

(préciser les parcelles et, pour les feuillus, les essences)	En bloc et sur pied	En futaie affouagère	En bloc façonné	Sur pied à la mesure	Façonnées à la mesure
Résineux	40r				
Feuillus		11a.13a. Découpes : <input type="checkbox"/> standard <input type="checkbox"/> aux hauteurs indiquées sur les fûts <input type="checkbox"/> autres : .....	20 r		

*Nota : pour les lots de plus de 3 000 € vendus en adjudication et payés comptant, les clauses générales de vente prévoient un escompte de 2 % pour les coupes vendues en bloc et sur pied et de 1% pour les autres coupes. Si la commune refuse l'escompte, elle devra prendre une délibération spécifique.*

- Autorise le Maire à signer tout document afférent.

### 2.2 Vente de gré à gré :

#### 2.2.1 Contrats d'approvisionnement :

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des présents :

- Décide d'apporter aux ventes groupées de l'ONF pour alimenter les contrats d'approvisionnement existants avec des transformateurs de bois, les coupes ou produits de coupes des parcelles suivantes :

Contrats rési-	Grumes	Petits Bois	Bois énergie
----------------	--------	-------------	--------------

neux		35ar.36ar.38ar	
Contrats feuillus	Grumes (hêtre)	Trituration	Bois bûche - Bois énergie

Conformément aux articles L.144-1 et L.144-1-1 (ventes de lots groupés) du Code Forestier :

- Donne son accord pour que le(s) contrat(s) de vente soi(en)t conclu(s) par l'ONF qui reversera à la commune la part des produits nets encaissés qui lui revient, à proportion de la quotité mise en vente, déduction faite des frais liés au recouvrement et au reversement du produit de la vente, dont le montant est fixé à 1 % des sommes recouvrées ;
- Autorise le Maire à signer tout document afférent.

### 2.2.2 Délivrance à la commune pour l'affouage :

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des présents :

- Destine le produit des coupes des parcelles...1j.9j.11a.13a.51j.20r à l'affouage ;

Mode de mise à disposition	Sur pied	Bord de route
Parcelles	1j.9j.11a.13a.51j.20r	

- Autorise le Maire à signer tout autre document afférent.

Une délibération spécifique à l'affouage arrête son règlement, le rôle d'affouage, le montant de la taxe et les délais d'exploitation et de vidange, et désigne les trois garants.

### **3. Rémunération de l'ONF pour les prestations contractuelles concernant les bois façonnés et les bois vendus sur pied à la mesure**

Pour les coupes à vendre façonnées en bloc ou à la mesure, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents:

- demande à l'ONF d'assurer une prestation d'assistance technique à donneur d'ordre ;
- autorise le maire à signer le devis que lui présentera l'ONF pour l'exécution de cette prestation.

### **15-84 Affouage sur pied – campagne 2015-2016**

Vu le Code forestier et en particulier les articles L.112-1, L.121-1 à L.121-5, L.212-1 à L.212-4, L.214-3, L.214-5, L.243-1 à L.243-3.

#### **Exposé des motifs :**

Le Maire rappelle au Conseil municipal que :

- la mise en valeur et la protection de la forêt communale sont reconnues d'intérêt général. La forêt communale de THISE, d'une surface de 445 ha étant susceptible d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution, elle relève du Régime forestier ;
- cette forêt est gérée suivant un aménagement approuvé par le Conseil municipal et arrêté par le préfet en date du 2012. Conformément au plan de gestion de cet aménagement, l'agent patrimonial de l'ONF propose, chaque année, les coupes et les travaux pouvant être réalisés pour optimiser la production de bois, conserver une forêt stable, préserver la biodiversité et les paysages ;
- L'affouage qui fait partie intégrante de ce processus de gestion, est un héritage des pratiques communautaires de l'Ancien Régime que la commune souhaite préserver. Pour chaque coupe de la forêt communale, le conseil municipal peut décider d'affecter tout ou partie de son produit au partage en nature entre les bénéficiaires de l'affouage pour la satisfaction de leurs besoins domestiques, et sans que ces bénéficiaires ne puissent vendre les bois qui leur ont été délivrés en nature (Articles L.243-1 du Code forestier).
- L'affouage étant partagée par foyer, seules les personnes qui possèdent ou occupent un logement fixe et réel dans la commune sont admises à ce partage.

- La commune a fait une information auprès des habitants pour connaître les foyers souhaitant bénéficier de l'affouage durant la campagne 2015-2016

En conséquence, il invite le Conseil municipal à délibérer sur la campagne d'affouage 2015-2016 en complément de la délibération concernant l'assiette, la dévolution et la destination des coupes.

Considérant l'aménagement en vigueur et son programme de coupes ;

Considérant le tableau d'assiette des coupes proposé par l'ONF ;

Considérant la délibération sur l'assiette, la dévolution et la destination des coupes de l'exercice 2015-2016 en date du 18 novembre 2015

Le Conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents :

- destine le produit des coupes (houppiers, taillis, perches, brins et petites futaies) des parcelles 30.33.34.37.38 et 39, d'une superficie cumulée de 40 ha, à l'affouage sur pied ;
- arrête le rôle d'affouage joint à la présente délibération ;
- confirme comme garants ceux désignés dans la délibération du 7 octobre 2015, à savoir :
  - M. Jean BEUQUE,
  - M. Roger POURCHET,
  - M. André VUILLEMIN,
 Suppléant M. Dominique BEY;
- arrête le règlement d'affouage joint à la présente délibération ;
- fixe le volume maximal estimé des portions à 10 ou 20 stères par affouagiste ; ces portions étant attribuées par tirage au sort ;
- fixe le montant total de la taxe d'affouage à 7<sup>e</sup> le stère €
- fixe les conditions d'exploitation suivantes :
  - ⇒ L'exploitation se fera sur pied dans le respect du Règlement national d'exploitation forestière.
  - ⇒ Les affouagistes se voient délivrer du taillis, des perches, des brins, de la petite futaie et des houppiers désignés par l'ONF. Des tiges nécessitant l'intervention préalable d'un professionnel pourront être abattues par la commune avant mise à disposition aux affouagistes. Elles seront dans ce cas mises à disposition sur coupe.
  - ⇒ Le délai d'exploitation est fixé au 15 avril 2016. Après cette date, l'exploitation est interdite pour permettre la régénération des peuplements. Au terme de ce délai, si l'affouagiste n'a pas terminé l'exploitation de sa portion, il sera déchu des droits qui s'y rapportent (Articles L.243-1 du Code forestier).
  - ⇒ Le délai d'enlèvement est fixé au 15 août 2016 pour permettre la sortie du bois sur sol portant en dehors des périodes pluvieuses.
  - ⇒ Les engins et matériels sont interdits hors des chemins et places de dépôt, en raison du préjudice qu'ils pourraient occasionner aux sols forestiers et aux peuplements.
  - ⇒ Les prescriptions particulières propres à chaque portion sont spécifiées dans le règlement d'affouage.
- Autorise le Maire à signer tout document afférent.

### **15-85 Délivrance des concessions de caveaux**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal du problème imminent du manque de caveaux quatre places. Il est donc urgent d'en construire de nouveaux.

Dans l'attente de la réalisation, il propose de surseoir à l'octroi de concessions de caveaux quatre places par avance. Ces concessions ne pourront être accordées avant le jour du décès ou de l'inhumation.

Il précise que, dès lors que les travaux seront réalisés, le conseil municipal sera de nouveau invité à délibérer sur le régime de délivrance de ces concessions.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des présents, approuve cette disposition

### **15-86 Annule et remplace - Projet Marpa : acquisition de parcelle**

A la suite d'une erreur de plume dans la délibération 15-36 du 6 mai 2015, sur la dénomination des parcelles qui accueilleront la future MARPA, Monsieur le maire propose au conseil municipal le vote d'une délibération rectificative :

Dans le cadre du projet de Maison d'Accueil et Résidence pour l'Autonomie (MARPA), M. le Maire expose au conseil municipal le projet d'acquisition de la parcelle de terrain appartenant à l'Association Libre des Chenevières (ALS).

Il s'agit en effet, afin d'implanter le futur équipement, de procéder à l'acquisition de la parcelle AE 366 d'une contenance de 20,79 ares, sise en zone ZUC de la ZAC EH1.

Il informe que le prix au m<sup>2</sup> est, selon France Domaine estimé à 84.00 €.

La municipalité a négocié avec l'association un prix d'achat de ladite parcelle, s'élevant à 43 000 €, soit 20,68 € au m<sup>2</sup>, et décomposé comme suit :

- Versement d'une somme en numéraire de 23 000 € ;
- Réalisation de travaux d'aménagement pour une somme prévisionnelle estimée à 20 000 €.

Ces travaux portent sur la construction, dans le quartier des chenevières, de 10 places de parking et de 10 garages à louer, ainsi que sur la consolidation des berges du ruisseau au niveau des parcelles AE 322 (0,14 are) et AD 335 (1 are) rue Jean Mermoz, toutes deux appartenant à la commune.

Par souci d'économie des deniers publics, ces opérations feront ultérieurement l'objet d'une mise en concurrence.

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire, et après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents, le conseil municipal :

- Approuve l'acquisition de la parcelle au prix global de 20.68 le m<sup>2</sup> ;
- Approuve le principe de la réalisation future des travaux d'aménagement ;
- Décide de confier la rédaction de l'acte de vente à un notaire ;
- Autorise M. le Maire à signer l'acte et toutes pièces utiles.

♦ Délibération	n° 15-75	<b>Schéma Départemental de Coopération Intercommunale</b> <b>19 voix pour et 2 abstentions</b>
♦ Délibération	n° 15-76	<b>Aménagement d'un accueil de petite enfance – adoption d'une convention portant modification de la participation des communes à l'investissement</b> <b>unanimité</b>
♦ Délibération	n° 15-77	<b>Budget communal - décision modificative n°4</b> <b>20 voix pour et une abstention</b>
♦ Délibération	n° 15-78	<b>Contribution au titre des eaux pluviales</b> <b>Unanimité</b>
♦ Délibération	n° 15-79	<b>Budget assainissement – Décision modificative n°1</b> <b>Unanimité</b>
♦ Délibération	n° 15-80	<b>Opération de restauration des hangars de l'aérodrome - Approbation de l'étude de faisabilité</b> <b>19 voix pour et 2 abstentions</b>
♦ Délibération	N° 15-81	<b>Maîtrise d'œuvre relative à la restauration des hangars de l'aérodrome - Mise en place d'une Commission ad hoc</b> <b>Votée individuellement</b>
♦ Délibération	N° 15-82	<b>Acquisition foncière : 5 logements et 5 garages dans une copropriété située 24, rue de Besançon</b>
♦ Délibération	N° 15-83	<b>Assiette, dévolution et destination des coupes de l'exercice 2015-2016</b> <b>Unanimité</b>
♦ Délibération	N° 15-84	<b>Affouage sur pied – campagne 2015-2016</b> <b>Unanimité</b>
♦ Délibération	N° 15-85	<b>Délivrance des concessions de caveaux</b> <b>Unanimité</b>
♦ Délibération	N° 15-86	<b>Annule et remplace - Projet Marpa : acquisition de parcelle</b>

		<b>Unanimité</b>
--	--	------------------